**LA CRISE DE 1929**

Comment le krach de Wall Street s’est-il transformé en une dépression économique mondiale qui a résisté jusqu’à la guerre à presque toutes les politiques contra cycliques destinées à l’enrayer ?

* **Le Krach boursier, révélateur et déclencheur de la crise**

A partir de 1927-1928, la spéculation boursière en Europe et aux EU révèle d’abord les dysfonctionnements profonds de l’économie capitaliste, puisque son emballement provient du fait que les détenteurs de capitaux préfèrent « jouer » leur argent en bourse plutôt que de l’investir dans production et les échanges. Cette attitude de repli traduit elle-même un doute des entrepreneurs sur l’évolution du taux de profit menacé par le déséquilibre de plus en plus évident entre la production massive que permet la 2nde Révolution Industrielle et une consommation qui se dérobe faute de moyens de paiements suffisants ‘endettement de nombreux pays, pauvreté générale des paysans et des ouvriers).

Mais l’effondrement du cours des actions (inévitable à partir d’une surévaluation excessive par rapport aux actifs réels) enclenche le mécanisme de crise : le krach de Wall Street détruit l’édifice du crédit étroitement associé à la spéculation boursière (les actions s’achetaient à crédit), et ruine la confiance sur laquelle il reposait. Les pertes boursières rendent difficile, puis impossible le remboursement des emprunts contractés en tablant sur des gains spéculatifs ; les banques subissent des pertes et des retraits de fonds classiques en pareille circonstance : privées de liquidités, elles ne peuvent plus soutenir de leurs prêts ni la consommation ni l’investissement. La vie économique est paralysée, d’autant que, fidèles à l’orthodoxie libérale, les autorités compétentes se refusent à compenser les pertes financières du krach par de la création monétaire. Dès lors, la crise se développe selon un processus classique d’ajustement par le bas que commande la réduction de la demande ; chute des prix et des profits, contraction de la production (et même destruction des récoltes), multiplication des faillites et augmentation du chômage qui atteint un taux moyen de 15/ des actifs, niveau d’autant plus considérable qu’il est sous-estimé par l’enregistrement statistique, et qu’il se concentre sur le secteur industriel. A des degrés divers, tous les groupes sociaux sont victimes de la crise, particulièrement les petits et moyens producteurs indépendants dont les revenus dépendent directement de l’évolution des prix, et les ouvriers réduits au chômage sans indemnisation.

* **Manifestations de la crise**
* Entre 1929 et 1933, les prix de gros ont chuté :
  + De 42 / aux EU
  + De 38/ en France
  + De 34/ en Allemagne
  + De 32/ en GB
* Le recul de la production industrielle (indice 100 en 1929)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | 1932 | 1937 |
| Monde (sauf URSS) | 64 | 104 |
| Etats-Unis | 54 | 92 |
| Allemagne | 58 | 116 |
| Grande Bretagne | 83 | 124 |
| France | 77 | 83 |
| Japon | 98 | 171 |

* En 1933, il y a 12 millions de chômeurs aux EU (soit 25/ des actifs), 6 millions en Allemagne et 3 millions en GB
* La valeur mensuelle des importations mondiales chute de 3 et 1 milliard de dollar entre Janvier 1929 et décembre 1933
* **Les deux voies, financière et commerciale, de diffusion de la crise mettent en évidence les**

**responsabilités US.**

Maitres depuis 1918 des circuits financiers internationaux, les EU interrompent leurs prêts et s »’efforcent de rapatrier ceux qui arrivent à échéance, provoquant en 1930-31, une impressionnante contraction des liquidités internationales. L’administration républicaine renforce parallèlement le protectionnisme dès 1930 pour réserver aux producteurs américains un marché intérieur en voie de resserrement rapide. Cet exemple est aussitôt suivi, même par les Anglais (Accords de Préférence Impériale en 1932) ; une véritable guerre commerciale s’enclenche lorsqu’aux barrières protectrices contre les importations viennent s’ajouter les dévaluations monétaires destinées à soutenir les exportations (la livre sterling en 1931-32, puis le dollar en 1933-34.

* **La Conférence de Londres**

Elle se tient, en Juin 1933 et réunit 66 pays à l’initiative de la SDN. Elle ne parvient pas à imposer une trêve monétaire et douanière durable, en grande partie parce que le président Roosevelt donne la priorité au redressement interne de l’économie US, tâche qui exige une grande flexibilité du dollar. Cet échec de la concertation internationale révèle tout à la fois l’impuissance de la SDN, face à la rivalité des égoïsmes nationaux, et l’incompétence économique des principaux dirigeants politiques : il laisse les pays démunis devant l’arrivée de la crise qui chemine selon une logique implacable.

Les premiers atteints sont ceux dont l’économie dépendait le plus des capitaux étrangers et du commerce international : l’Autriche et l’Allemagne succombent dès le printemps de 1931, entrainant dans leur faillite l’Angleterre, puis la France seulement touchée en 1932. Les pays neufs latino-américains et les possessions coloniales subissent les effets destructeurs de l’effondrement des prix des matières premières dont ils sont fournisseurs. Le commerce international se réduit dramatiquement, plus encore en valeur qu’en volume (sous l’effet de la déflation), et le monde se cloisonne en zones monétaires étanches.

* **Des solutions décevantes**

Conformément aux enseignements du libéralisme classique, la plupart des dirigeants ont choisi d’accompagner la crise par des mesures déflationnistes d’assainissement, mais l’exceptionnelle gravité de la situation a vite rendu leur coût social intolérable et leur efficacité économique douteuse.

Les politiques de « reflation » préconisées par Keynes ont connu des applications peu cohérentes et rarement efficaces. En Allemagne, les techniques de préfinancement expérimentées par Schacht ont relancé la production interne, mais faute d’une réinsertion de l’économie allemande dans les échanges internationaux, le système s’est concentré sur un effort disproportionné de réarmement que souhaitaient par ailleurs les dirigeants nazis.

Aux EU et en France, le soutien de la consommation (dans le cadre du New Deal et de la politique sociale du Front Populaire) ne s’est pas accompagné d’un effort égal en matière d’investissement et de production : il en est résulté une hausse des prix annulant les gains salariaux et condamnant la reprise économique.

En GB et surtout en Suède, une stimulation plus audacieuse de la demande amorcée par la construction de logements a cependant obtenu de bien meilleurs résultats.

En dépit de la reprise inégale et éphémère de 1936-37, la maitrise de la crise mondiale a échappé aux gouvernements, souvent inexpérimentés en matière économique. Par ses effets sélectifs, la dépression a rangé les Etats dans des camps antagonistes : aux pays « nantis » (EU, GB, France) se sont opposés les pays privés de débouchés coloniaux et de réserves financières (Allemagne, Italie, Japon) dans une rivalité qui a préparé la Seconde Guerre mondiale

* **Repères sur la Crise de 1929**
* 24 octobre 1929 : »Black Thursday » à Wall Street : 13 millions de titres en vente, chute des cours des actions.
* 17 juin 1930 : adoption du tarif douanier *Hawley-Smoot* par les Etats-Unis
* 1931 : année de la crise financière internationale
* Mai 1931 : faillite du Ktredit Anstalt de Vienne, crise bancaire en Europe
* 20 Juin 1931 : moratoire Hoover sur les Réparations allemandes et les dettes de guerre
* 13 Juillet 1931 : fermeture des banques et des bourses allemandes
* 20 Septembre 1931 : la livre sterling est détachée de l’or
* 31 Juillet – 20 aout 1932 : Conférence d’Ottawa, établissement du régime de « préférence impériale » entre la GB et les dominions et les colonies anglaises
* 9 mars – 16 Juin 1933 : « Cent Jours » de Roosevelt --) réformes du New Deal
* **La conférence de Londres**
* Novembre 1932 – Janvier 1933 : conférence préparatoire à Genève
* 12 Juin 1933 : ouverture de la Conférence économique et financière de Londres
* 2 Juillet 1933 : note du Président Roosevelt
* 27 aout 1933 : fin de la Conférence, sans solution à la sortie
* 30 Janvier 1934 : dévaluation de 41/ du dollar
* 1936 : un redressement économique se dessine. Keynes publie la *Théorie générale de l’emploi, de l’intérêt et de la monnaie*
* 7-8 Juin 1936 : accords de Matignon --) politique de reflation du Front Populaire
* 1937/1938 : rechute aux EU (où l’on a peu stimulé les industries d’armements
* **Les pays du bloc-or : France, Italie, Pologne, Belgique, Hollande, Suisse**
* **Personnages clefs**

**John Keynes 1883-1946**

* **L’expert**

Grand bourgeois libéral, Keynes fait carrière dans la haute administration britannique ; il s’impose comme conseiller financier privilégié du gouvernement anglais, depuis la conférence de paix en 1919, jusqu’à celle de Bretton Woods en 1944 où il défend (sans succès) un projet monétaire « britannique » contre celui des américains. Mais ni la formation du Civil Service ni l’appartenance à l’establishment n’empêchent Keynes d’exercer son intelligence critique sur la politique économique et monétaire de Londres.

La permanence du chômage en GB dès les années Vingt, puis le choc destructeur de la crise de 1929 le conduisent à réfuter certains principes fondamentaux du libéralisme classique pour lui substituer une nouvelle « théorie générale » du fonctionnement de l’économie capitaliste moderne.

* **La théorie keynésienne**

Elle se fonde d’abord par opposition à la théorie classique que la crise de 1929 a mise en défaut sur 4 points : - le chômage n’est pas accidentel mais structurel

- l’écoulement de la production (débouchés) n’est pas automatique

- l’équilibre économique n’est pas la situation naturelle du capitalisme

- la monnaie n’est pas neutre par rapport à l’activité économique.

Keynes préconise en conséquence une politique de relance par la consommation, nécessairement soutenue par un effort symétrique d’investissement (contrairement aux classiques, il donne la priorité à la demande dans le couple indissociable qu’elle forme avec l’offre). Ce choix implique d’abord une politique salariale audacieuse, au profit des aussi bas revenus dont la revalorisation alimentera la consommation ;, elle suppose un effort d’investissement relancé par l’Etat puis entretenu grâce à une politique de taux d’intérêt modérés ; les deux options précédentes commandent un assouplissement de la création monétaire en fonction des besoins de l’économie, quitte à abandonner la référence à l’or, *« cette vieille relique barbare ».*

* **Portée de la révolution keynésienne**

Incomplètement maitrisée dans les années Trente, la théorie de Keynes n’a apporté que des solutions partielles et décevantes à la crise (New Deal de Roosevelt, reflation du Front Populaire). Après 1945, elle a très largement contribué à la croissance et à la prospérité des sociétés de consommation de masse, au prix d’un accroissement peu libéral du rôle de l’Etat.$ (distribution d’un salaire social, investissements publics).

Le défaut principal de la théorie keynésienne est sans doute de conduire à l’inflation, pour peu qu’une gestion peu rigoureuse laisse la demande s’emballer par rapport à l’offre. Mobilisées pour conjurer les méfaits sociaux de la crise de 1975, les solutions keynésiennes ont été vivement critiquées par les libéraux monétaristes.

**franklin Roosevelt 1882-1945**

Par la durée de sa présidence et l’ampleur des changements qu’il a apportés, Franklin Delano Roosevelt domine l’histoire des EU au XXème siècle.

Sa réussite tient d’abord à sa personnalité. Issu de l’establishment new-yorkais, cousin de l’ancien président Théodore Roosevelt, il a fait une carrière brillante dans le parti démocrate wilsonien ; la maladie qui l’atteint lui a paradoxalement apporté deux atouts : un capital de sympathie et une énergie opiniâtre, qu’il manifeste comme gouverneur de New York où il combat efficacement le chômage.

Mais la victoire écrasante qu’il remporte sur Hoover, amplifiée par le succès démocrate au Congrès s’ »explique surtout par le traumatisme de la crise de 1929, que les Républicains n’ont pas su enrayer. Roosevelt sait répondre à l’aspiration collective au changement par son appel à la solidarité, aux « vertus plus hautes que l’argent »’, et ses promesses de réformes étendues, sous le thème du New Deal.

Slogan politique, le New Deal n’est pas un programme, et le pragmatisme est la règle de l’action de Roosevelt. Homme d’action, il n’est pas i, théoricien. De plus son équipe de conseillers, le Brain Trust, est partagée entre planificateurs, partisans de réformes structurelles, et conjoncturistes, convaincus qu’il suffit d’une injection massive de pouvoir d’achat pour enrayer la crise. Dès lors peuvent se comprendre aussi bien l’hétérogénéité des mesures prises que les avatars du New Deal, qui a constamment évolué en fonction de la situation.

Le pragmatisme économique caractérise le « premier New Deal », mis en place lors des « Cent Jours » du début de la présidence. C’est d’abord une politique de relance, par le double biais de l’injection de crédits publics pour réamorcer la pompe (d’où un programme de grands travaux) et de la reprise de la demande par hausse des revenus salariaux et des prix agricoles, soutenus par l’A.A.A ; dans cette perspective inflationniste, la dévaluation massive du dollar facilite l’augmentation de la masse monétaire. Mais, pour donner une assise durable à cette relance, Roosevelt est conduit à adopter aussi des mesures structurelles : le Banking Act permet un contrôlez plus strict des organismes financiers ; surtout, le NIRA veut établir la collaboration entre l’État et les entreprises, invitées à se « cartelliser » en harmonisant entre elles les conditions de production par le respect de règles sociales nouvelles (limitation du temps de travail, salaire horaire minimum). Ainsi la logique du New Deal conduit à un néo-capitalisme où l’Etat, partenaire des acteurs économiques et sociaux, fixe les règles du jeu.

C’est le même pragmatisme qui détermine le passage au « second New Deal ». La médiocrité des résultats immédiats provoque un mécontentement qu’exploitent les syndicats, renforcés par les clauses sociales du N.I.R.A ; de l’autre côté, le New Deal est combattu par le patronat et les milieux conservateurs, qui trouvent dans la Cour Suprême l’arme pour le démanteler. Ainsi, menacé, Roosevelt modifie sa politique : influencé surtout par les conjoncturistes, favorables à une vigoureuse relance par le déficit budgétaire et à une redistribution audacieuse des revenus, le « second New Deal » a une orientation beaucoup plus sociale : Wagner Act, qui renforce le pouvoir syndical, Social Security Act, lutte plus active contre le chômage, etc. Ce passage à l’Etat Providence, renforcé après la crise de 1937, assure à Roosevelt une popularité immense (d’où sa réélection en 1936) et au parti démocrate son rôle de « parti des exclus ».

Cet activisme réformateur de Roosevelt conduit à un changement de la pratique institutionnelle américaine. Pratiquement réduit à entériner les projets présentés, le Congrès ne peut plus vraiment contrôler ou même équilibrer le pouvoir exécutif ; la Cour Suprême elle-même, qui a annulé presque toutes les lois du New Deal, est obligée, après un combat de deux ans, de plier devant les pressions de Roosevelt. Cela signifie un énorme renforcement du pouvoir présidentiel : les conseillers personnels du Président, en nombre croissant, deviennent le véritable organe de décision ; surtout Roosevelt personnalise à outrance la fonction présidentielle par son charisme personnel et l’usage des médias (conférences de presse et « causeries au coin du feu » radiodiffusées). Son autoritarisme et son prestige lui permettent de rompre avec le principe non écrit à la limitation de la présidence à deux mandats.

Sûr de son pouvoir, Roosevelt peut alors agir sur le terrain de la politique étrangère. Jusqu’en 1937, la priorité accordée à l’action intérieure lui a fait accepter les mesures de plus en plus ^protectionnistes prises par le Congrès (loi de neutralité). Mais, devant le danger que représentent les agressions des dictatures, Roosevelt renoue avec la tradition wilsonienne et même un lent travail de pédagogie pour faire accepter par l’opinion l’idée d’une intervention des EU dans leurs affaires mondiales. Conforté par réélection, il peut accélérer le processus en 1941.

L’entrée des EU dans la guerre vient parachever l’œuvre entreprise depuis 1933, en rétablissant le plein emploi et la prospérité et en concentrant un peu plus les pouvoirs aux mains de l’exécutif et du Président. En créant les Nations Unies et en signant les accords de Yalta, Roosevelt impose aux EU leur seconde grande mutation : celle de la rupture définitive avec l’isolationnisme et du passage au stade de superpuissance à responsabilités mondiales.

Capitalisme dirigé et Etat Providence, « Big Government » et « présidence impériale » : Roosevelt a défini pour plus de 30 ans les grandes tendances de la politique américaine.

**REPERES**

* 20 Janvier 1882 : naissance à New York de Franklin Delano Roosevelt, d’une riche famille de *l’establishment*
* 1904 : diplômé de Harvard, devient avocat
* 1913-1920 : secrétaire d’Etat adjoint à la Marine de Wilson
* 1920 : candidat à la vice-présidence
* Aout 1921 : atteint de poliomyélite
* 199 : élu gouverneur de New York
* 8 novembre 1932 : élu Président (succès écrasant contre Hoover)
* 9 mars- 16 juin 1933 : les « Cent Jours » du New Deal
* 10 Mars : *Emergency Banking Act*
* 19 Avril : abandon de l’étalon-or
* 12 Mai : *Agricultural Adjustment Act*
* 16 Juin : *National Industrial Recovery Act (N.I.R.A*) et *Banking Act*
* 30 janvier 1934 : *Gold Reserve Act* : devaluation officielle du dollar
* Avril 1935 : *Work Progress Administration* (lutte contre le chômage)
* Juillet 1935 : *Wagner Act*
* Aout 1935 : *Social Security Act*
* 1935-1936 : la Cour Suprême déclare inconstitutionnels l’A.A.A et le N.I.R.A
* Novembre 1936 : réélection triomphale
* 5 octobre 1937 : demande la « mise en quarantaine » des dictatures
* 4 Novembre 1939 : assouplissement de la loi de neutralité
* Novembre 1940 : deuxième réélection
* 1941 : envisage progressivement les EU dans la guerre
* Novembre 1944 : troisième réélection
* 12 Avril 1945 : mort de Roosevelt